

<http://www.parsseveille.info/creation-d-un-comite-de-lutte-au,2451.html>

Paris s'éveille !

www.parsseveille.info

Création d'un comité de lutte au Blanc-Mesnil

- Paris s'éveille - Actualités - Mouvements sociaux - La bataille des retraites -



Date de mise en ligne : jeudi 4 novembre 2010

Copyright © Paris s'éveille - Tous droits réservés

Aujourd'hui au Blanc-Mesnil :

10h : AG à l'Hotel-de-Ville

midi : rassemblement devant le lycée Mozart

Ce n'est qu'un début...

Contre la casse des retraites : nous continuons de lutter

" Jeudi 4 novembre :

- ▶ à 10h : prochaine AG en salle des réceptions de l'Hôtel-de-Ville
- ▶ à 12h : rassemblement après l'AG devant le lycée Mozart afin d'appeler les professeurs et les lycéens à rejoindre le comité de lutte ;

" Samedi 6 novembre : manifestation nationale avec départ collectif depuis Le Blanc Mesnil, rue Claude Terrasse

Essoufflement du mouvement social ? Non ! Les médias se (et nous) trompent : 270 manifestations et 2 millions de manifestants dans toute la France pour la journée de jeudi 28 octobre et cela malgré les vacances et les manipulations policières.

La mobilisation continue et s'inscrit dans la durée.

C'est en prenant en compte ce nouveau tempo de la lutte que l'AG du comité de grève réunie jeudi 28 octobre a décidé à la majorité absolue de créer un Comité de luttés.

La « pédagogie » sarkozyste aurait-elle mieux fonctionné ? Non ! Les salariés de ce pays ont largement compris le caractère régressif et inégalitaire du projet gouvernemental. Déplacer le curseur de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans (et de 65 à 67 ans pour un taux plein) est un crime, quand on sait que l'espérance de vie sans incapacité des ouvriers est de 59 ans, que 59 ans est de toute façon l'âge moyen de cessation d'activité définitive en France, et qu'un recul de l'âge de la retraite va entraîner mécaniquement un report de la prise en charge des séniors vers l'assurance-chômage et l'assurance-maladie.

La « réforme » est-elle nécessaire pour sauver le système de répartition ? Non ! Pourquoi tout miser sur le report des départs à la retraite et pas sur la hausse des financements ? Sait-on que le taux de cotisation sociale patronale est gelé depuis 1979 ? Sait-on que la logique à l'oeuvre depuis 1987 est d'indexer les pensions non plus sur les salaires mais sur les prix (qui augmentent moins vite) ? Sait-on que les 30 milliards de déficit du régime général est l'équivalent du montant annuel des exonérations de cotisations sociales dont profite le patronat depuis 1993 (avec l'effet que l'on peut constater sur le chômage) ?

Création d'un comité de lutte au Blanc-Mesnil

La « réforme » est-elle juste ? Non ! Sait-on que le montant moyen des pensions des retraités de la fonction publique territoriale (FPT) est de 1.174 euros par mois (c'est le montant le plus faible des trois fonctions publiques) ? Sait-on qu'actuellement, sur 933.000 retraités de la FPT, près de la moitié perçoivent le minimum garanti, leurs revenus oscillant entre 980 et 1.050 euros, à peine plus que le seuil de pauvreté (949 euros pour une personne seule en 2008) ? Sait-on aussi que 30.000 retraités de la FPT font l'objet de cession sur pension pour surendettement ?

Casser les retraites aujourd'hui pour s'en prendre demain à la Sécurité sociale, c'est ce que veut Sarkozy : le voulons-nous ? Non ! Le programme néolibéral et d'inspiration patronale du gouvernement Fillon est soutenu par trois principes idéologiques marqués : détruire les conquits sociaux obtenus par le Conseil National de la Résistance en 1945 ; casser les résistances salariales et syndicales ; rogner la part socialisée du salaire afin de relancer les taux de profit patronaux. Sait-on que les gains de productivité doublent en euros constants tous les quarante ou cinquante ans ? L'argument du choc démographique repose sur l'absence de prise en compte de ce facteur économique. Le poids des pensions de retraite a été multiplié par 2,6 entre 1950 et 2000. Et il le sera par seulement 1,4 d'ici 2050 si le PIB double comme il n'a pas cessé de le faire depuis 1945. Aujourd'hui, le PIB est égal à 2.000 milliards, avec 13 % pour les pensions (260 milliards), et un reste de 1740 milliards pour les actifs et investissements. Dans 50 ans, le PIB sera de 4.000 milliards : sur ceux-ci, 20 % seront destinés aux pensions, ce qui laisse pour les actifs 3.200 milliards aux actifs et à l'investissement.

De l'argent, il y en a, pour financer les investissements productifs à forts contenus sociaux, et en même temps libérer du temps libre pour les salariés. Le progrès social, c'est ça !

Alors non ! Non au patronat et aux rentiers revanchards qui voudraient nous faire payer 1936, 1945, 1968 et 1981, nous faire travailler plus et plus longtemps et en même temps en retirer des bénéfices. Nous refusons qu'ils transforment nos droits (retraite, santé, éducation...) en produits d'épargne, d'assurance et en vulgaires biens de consommation qu'ils veulent nous revendre après nous en avoir dépouillés.

Parce que nous le devons pour nous-mêmes qui refusons de payer pour les riches.

Parce que nous le devons pour les générations passées qui se sont vaillamment battues pour que l'on puisse disposer de nos conquits sociaux.

Parce que nous le devons pour les générations à venir qui doivent aussi jouir de ces conquits sociaux que nous aurons su sauvegarder aujourd'hui.

C'est pourquoi le Comité de lutte du Blanc-Mesnil invite tous, salariés du public et du privé, lycéens, chômeurs et retraités, militants syndicalistes et politiques à l'investir afin de continuer à s'inscrire dans une lutte qui ne peut et ne doit être au bout du compte que victorieuse.

Nous vous invitons également à venir nombreux au Forum, le mardi 9 novembre à 18h30, pour débattre avec l'économiste Bernard Friotsur l'avenir de nos retraites.

Adresse mail : comitegrevelbm@yahoo.com

À l'appel de l'UL CGT, de la CGT des territoriaux, de l'UGICT, de SUD-EDUC, des lycéens et des salariés, non-syndiqués et syndiqués.

[Sources : demosphere ; libertaires93.over-blog.com]